

RÉDA HAMIANI, PRÉSIDENT DU

«Je me représente pour un

A l'occasion de la tripartite qui se tiendra jeudi et vendredi, M. Réda Hamiani, président du FCE (Forum des chefs d'entreprises), nous en parle un peu plus sur les points inscrits à l'ordre du jour et notamment la position favorable au relèvement du SNMG de l'association créée en 2000 et qu'il préside. Au passage, il nous déclare qu'il se représente pour un nouveau mandat de deux ans après celui en cours qui prendra fin le 17 novembre prochain. Il saisira aussi l'opportunité de cette nouvelle rencontre gouvernement-UGTA-patronat pour réitérer les préoccupations des membres du Forum. Pour nous, c'est aussi l'occasion d'aller au fond des aspects touchant au secteur privé dans l'économie du pays. Le patron des patrons ne se pose pas en syndicat revendicatif quand bien même il formule nombre de critiques quant à la gestion de la politique économique qui souffre de manque de vision et de stratégie. Il dit – vu l'aisance financière actuelle du pays – que l'argent n'est pas tout pour un réel décollage économique. Une invitation «aux pouvoirs publics de nous dire ce qu'ils veulent». L'opiniâtreté de Réda Hamiani est sans commune mesure avec une santé fragile et sa détermination à se battre pour, dit-il, «développer notre association en lui donnant plus de poids sur la scène économique pour peser sur les prises de décision à caractère économique en faveur des PME / PMI et du secteur privé».

Le Soir d'Algérie : Monsieur le Ministre, voulez-vous nous dire dans quel état d'esprit vous allez participer à la tripartite de demain jeudi ?

Réda Hamiani : Serein ! C'est un moment important dans la vie politique et économique du pays. Nous avons besoin de nous mettre d'accord, d'analyser les situations économiques et d'en faire les évaluations. Nous souhaitons des concertations profondes, élargies qui pourraient déboucher sur plusieurs réunions.

C'est acquis, le Forum des chefs d'entreprises participe désormais régulièrement aux rencontres avec le gouvernement. Qu'attendez-vous concrètement de ces rendez-vous très officiels ?

L'amélioration de l'environnement et la prise en compte des messages qui viennent de l'entreprise. Nous souhaitons que nos autorités soient suffisamment imprégnées des réalités entrepreneuriales du pays, qu'elles soient à l'écoute de toutes les difficultés que les chefs d'entreprise rencontrent.

Depuis déjà un certain nombre d'années, l'environnement est difficile. Il faut donc que nous puissions faire parvenir ces messages et que les diagnostics soient faits correctement, que les solutions proposées aient notre assentiment. Souvent, ça reste théorique, les relais d'exécution ne sont pas au rendez-vous du fait de la frilosité de notre administration. On a constaté cet été qu'entre la prise de décision et son application sur le terrain, il y a un décalage et de longs délais. Nous voulons mettre le doigt sur ce qui fait mal et signaler aux autorités que si les orientations politiques sont généralement bonnes pour l'entreprise et l'économie, l'administration diminue l'impact de ces décisions.

Chaque tripartite semble réglée dans les détails quant à l'ordre du jour et divers autres sujets. Vous regrettez le fait que le FCE ne soit pas associé à l'examen de certains d'entre eux à l'exemple du programme de mise à niveau des PME ?

Non, désolé de vous le dire, on n'a pas exprimé ce sentiment. Pour l'ordre du jour, on a été invité pour le préciser et éventuellement le compléter. On n'a donc pas été exclu.

Lors de la tripartite du 28 mai dernier, il a été convenu de créer des groupes de travail au sein des ministères qui devaient étudier les mises en œuvre des mesures

prises, les conditions d'applicabilité. Huit groupes ont été constitués pour la circonstance. Pour chacun de ces groupes, c'était l'occasion de nous concerter sur des points précis.

Nous avons fait des suggestions qui ont été prises en considération. Pour le document final, nous ne l'avons pas confectionné ensemble mais nous allons l'examiner conjointement.

Qu'en est-il des décisions prises lors de la dernière tripartite ? Notez-vous une avancée dans l'amélioration du climat des affaires ?

«Il y a une application inégale des mesures prises dans le cadre de la tripartite, car elle n'est pas uniforme d'un territoire à un autre.»

C'est trop court comme délai pour juger ! Après la tripartite du 28 mai, nous avons tenu des réunions aux mois de juin et juillet. Les pourparlers et les négociations (négociations entre guillemets) ont abouti à des documents que nous allons évaluer.

Des instructions ont été données aux banques pour qu'elles appliquent les nouvelles règles de financement plus favorables à l'entreprise. Les crédits passent ainsi de 2 millions à 4 millions de dinars par an. La remise documentaire est réintroduite.

Pour ce qui nous concerne, nous avons saisi nos membres pour qu'ils nous donnent leur avis sur les conditions d'application de ces règles dans leur région et dans leur secteur. On observe ainsi qu'il y a une application inégale de ces mesures car elle n'est pas uniforme d'un territoire à un autre.

C'est là un point que nous allons signaler de façon à ce que l'ensemble de l'administration soit alignée sur ces mesures et à la teneur des principaux dispositifs. Il faut qu'à Tissemsilt on applique les mêmes règles qu'à Blida ou à Sétif. C'est un exercice qui doit se faire entre administrations et il faut bien qu'elles s'y fassent. On est dans un même pays, dans un même corps de lois. Nous attendons donc beaucoup de l'environnement. Nos autorités en sont conscientes. Un premier train de mesures à caractère strictement économique a été déjà pris le 28 mai.

Cette fois-ci, nous avons à discuter du contenu social. Il va y avoir certainement le relèvement du SNMG, les questions de retraites, etc.



Photo : Samir Sid

La tripartite de jeudi fera donc la part belle aux dossiers sociaux que défendra l'UGTA. Vous vous êtes déclaré pour l'augmentation du SNMG. Qu'en est-il au juste pour le patronat ?

On va certainement entériner. Il y a pratiquement consensus sur la question. Je distingue quand même deux aspects : il y a le côté social, la dimension humaine. Il serait inopportun de ne pas revoir à la hausse le niveau du SNMG. Ces derniers mois, on a noté une hausse des prix des produits agroalimentaires. Le relèvement du SNMG n'est qu'un rattrapage d'une inflation présente sur le marché. Il faut que le pouvoir d'achat de nos salariés soit adapté à la nouvelle grille des prix. La deuxième raison est que tout le monde a été augmenté dans notre pays.

Justement, les travailleurs du secteur privé s'estiment discriminés au vu des augmentations substantielles dont bénéficient leurs concitoyens du secteur public. Quels seraient les risques induits par ces augmentations sur les entreprises privées ?

Réda Hamiani : Les chefs d'entreprise sont libres d'accorder des hausses de salaire ou pas. Plus que cela, les chefs d'entreprise adaptent ces augmentations aux résultats de leur entreprise dont la santé doit être bonne, que son chiffre d'affaires soit important.

Bien sûr, l'entrepreneur privé fait tout ce qui est dans ses moyens pour augmenter les salaires. Cela dépend des parts de marché, du chiffre d'affaires, tant et si bien que nous offrons des salaires qui atteignent 400 000 et 500 000 DA. Les cadres de haut rang, les directeurs techniques, les commerciaux sont gratifiés de gros salaires. Pourquoi ? Parce qu'il n'y en a pas beaucoup tout simplement et parce qu'ils occupent des postes-clés.

Il n'y a pas une émulation secteur public-secteur privé. Le privé obéit à la règle de rentabilité.

Quand il peut, il choisit les meilleurs éléments. Selon les secteurs, on ne peut pas dire que l'économie algérienne soit alignée sur les mêmes standards. Les secteurs qui

marchent bien sont le BTPH, l'agroalimentaire et tout ce qui suit la dépense publique. D'autres secteurs comme le bois, la chimie sont en position très difficile.

Les augmentations de salaire poussent à penser qu'il s'agit de redistribution de la rente pétrolière plutôt que de partage de richesses créées pour acheter la paix sociale. Jusqu'où, selon vous, est-il possible d'aller dans cette démarche ?

Je mets un bémol dans ce que vous dites parce que dans le secteur public il faut distinguer deux parties : le secteur public de type administratif (le fonctionnaire pur qui ne crée pas de richesses) et le secteur public économique qui devrait fonctionner comme une entreprise privée. Cette rente pétrolière dont vous parlez se retrouve dans les lois de finances, dans le chapitre budget de fonctionnement qui devrait être couvert par la fiscalité ordinaire. Ce n'est pas le cas. L'ensemble des budgets de fonctionnement et d'investissement sont couverts par la fiscalité pétrolière à hauteur de 60 %. Le secteur public économique ne devrait pas être très près de la rente pétrolière mais doit fonctionner comme le secteur privé et se contenter des résultats de l'entreprise pour accepter ou pas la hausse des salaires. La grille salariale devrait être le reflet d'une santé et d'une vigueur d'une entreprise et non pas liée aux subventions consenties par les autorités.

Longtemps marginalisé, aujourd'hui sollicité, le secteur privé serait-il plutôt placé dans une situation de faire-valoir du système ?

Le problème ne se pose pas en ces termes. Curieusement, la crise financière internationale de 2008 avec l'affaire des subprimes et ses conséquences a jeté un discrédit sur le secteur privé comme s'il y avait un lien de causalité suggérant que la libéralisation, l'ouverture du marché ont été la cause.

D'où une certaine défiance. Au même moment, on redécouvre des vertus au secteur public ! Ce que nous souhaitons, c'est la primauté du droit commercial, que l'entreprise soit jugée par le succès ou l'insuccès que sa gestion doit engendrer. Nous disons à nos autorités que la mise à niveau des entreprises n'est pas uniquement une question d'argent.